



Échos transnationaux de la culture politique issue des discours radicaux en français¹

José Domingues de ALMEIDA

Université de Porto-APEF

jalmeida@letras.up.pt

La décennie 2010 marque un tournant évident, mais impitoyable pour la langue française. En effet, le rapport d'Hervé Bourges - daté de 2008 et symptomatiquement intitulé *Pour une renaissance de la Francophonie* (2008)² - représentait avec ses différentes propositions d'action la tentative institutionnelle de la dernière chance pour contrecarrer la domination anglo-saxonne à partir de la France *seule*. Depuis lors, les choses ont fort changé : aussi bien la perception hexagonale que francophone ou étrangère pointent un sentiment de résignation, voire de capitulation face au statut international, ou plutôt « global » du français. Comme le souligne Perry Anderson, la « culture » française au sens large s'est vue laminée par « (...) le progrès du néo-libéralisme dans le monde et l'adoption croissante de l'anglais comme langue universelle » (2005: 30).

Paradoxalement, ou peut-être pas, la langue française continuait de s'affirmer sur la scène mondiale comme productrice d'une culture à portée globale dont il est possible de repérer maints indices dans le cinéma (surtout après *Le fabuleux destin d'Amélie Poulain*), la chanson (Stromae), la publicité ou le discours politique au sens large. À cet égard, Hans-Jürgen Lüsebrink rappelait que : « les processus économiques, sociaux et culturels liés à la globalisation du monde contemporain constituent pour les études francophones un triple défi méthodologique et théorique » (2003: 59). Il visait de façon assez lucide ce dont les études francophones devaient prendre acte trois décennies plus tard : la déterritorialisation, l'élargissement des études culturelles et la reconsidération des phénomènes

¹ Cet article s'insère dans la recherche menée au sein du Programme Stratégique intégré UID/ELT/00500/2013 | POCI-01-0145-FEDER-007339.

²<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapports-publics/084000586/0000.pdf>.

interculturels du passé comme les migrations ou les transferts culturels (*idem*: 59).

Selon lui, « sur le plan méthodologique et théorique, les études littéraires et culturelles ont ouvert, également au sein des études françaises et francophones, toute une série de perspectives de recherche (...) » (*idem*: 64) en phase avec la « figuration du métissage » (*ibidem*) inhérent à notre époque. Lüsebrink appelait de ses vœux une « méthode de l'analyse des standards culturels (mentalités, représentations, modèles collectifs) » (*idem*: 65) qui rende compte du « (...) transfert culturel : formes d'appropriation interculturelle des textes, des discours, des pratiques et des institutions », ce que cet auteur affirme être le moins exploré dans le contexte de la globalisation » (*idem*: 66).

Or la conception et la pratique épistémologiques hexagonales se montrent réticentes à reconnaître les modalités et la pluralité de ces *transferts* comme autant de épiphénomènes culturels, raison pour laquelle il convient à l'heure globale de les considérer justement sous le prisme élargi de la *francophère* (Wolton, 2006: 73).

De son côté, Jan Baetens se demande si « 'les études culturelles', [sont] encore une exception française ? ». Et Baetens de rappeler les réticences d'usage : « disparition de la forme, évanescence de la chose littéraire elle-même, dictature du 'sympa' et du négligent, tyrannie du politiquement correct qui cache mal une forme grossière de non-respect d'autrui, bref irrémédiable fin de la civilisation » (Baetens, 2003: 40).

Selon lui,

le concept de 'culture' que défendent les « études culturelles » peut se décrire assez facilement à l'aide d'une série d'oppositions, qui s'emboîtent les unes aux autres. À la culture savante traditionnelle, on oppose la culture populaire et les cultures marginales. À la littérature, noyau dur de cette culture traditionnelle, on oppose les images et les sons de la culture massmédiatisée contemporaine. Au passé et à la tradition, on oppose un présent toujours ouvert, qui s'efface au fur et à mesure. À la culture comme outil de formation de soi (version positive) ou de symbole de standing



(version négative), on préfère la culture comme expression de soi, c'est-à-dire comme moyen de résistance (...) (*idem*: 40-41).

Et lui d'ajouter :

On a les ingrédients d'un parfait *double blind* : car, vue des États-Unis, la France représente à la fois ce qui est le plus honni par les « cultural studies » (France égale culture élitaires, etc.) et ce que ces mêmes « cultural studies » portent le plus aux nues (une certaine idée de la « theory », qui refuse les croisements et dont les enjeux politiques sont évidents ...) (*idem* : 41-42)³.

Dans ce cadre très élargi de l'approche du fait culturel, il ne s'avère pas intellectuellement malhonnête d'amarrer le concept de « culture politique » à la notion de « culture » tout court, surtout en ce qu'elle est à même de mettre en orbite des *produits symboliques*, de consolider des pratiques socioculturelles et de promouvoir l'émergence, la résistance et la diffusion globale de slogans ou de signes, c'est-à-dire en tous cas de messages culturellement connotés qui, dans ce cas précis, renverraient à une certaine idée de la France et de la Francophonie.

Si pour Philippe d'Iribarne, les cultures politiques sont un domaine qui concerne la manière dont les hommes s'organisent pour vivre ensemble, au sein d'une société nationale comme d'organisation particulière (d'Iribarne, 1998), si pour Denys Cuhe, la culture politique figure parmi les cas récents et significatifs d'application du concept de culture à un champ particulier. Cet auteur considère qu'il y a usage abusif du terme utilisé à tout propos et souvent préféré à « idéologie » (car moins discrédité), il est devenu comme un « tic du langage » (Cuhe, 2010: 98). La notion de culture politique témoignerait de l'intérêt de mettre en rapport les phénomènes culturels et les phénomènes politiques, de s'interroger sur les fondements culturels de la démocratie, d'autant plus que « Tout système politique apparaît lié à un système de valeurs et de représentations, autrement dit à une culture, caractéristique d'une société donnée » (*idem*: 99).

³ On se souviendra du réquisitoire de Pierre Jourde contre les « cultural studies » (Jourde, 2011: 172-173).

C'est à cette aune qu'il est possible de dégager et de détecter dans l'espace francophone global des formes nouvelles et novatrices de radicalité politique, d'activisme et de résistance ou de réaction collective plus ou moins spontanée qui ont ceci en commun quelles s'expriment en français et pointent des aspects *transnationaux* de la production culturelle. Passons sur la mise en place d'ATTAC à la suite de la crise financière asiatique, et qui continue d'agacer des instances telles que le FMI ou la Commission Européenne (Anderson, 2005: 86) ou sur le phénomène José Bové dont Perry Anderson affirme qu'il ressortit à « (...) un même ensemble d'effets croisés, nationaux et mondiaux. José Bové, l'homme à la moustache gauloise, en est l'un des symboles » (*ibidem*).

Comme exemples évidents de cette pratique et de cette production de la culture politique globale en français, signalons bien évidemment le puissant effet de relayage d'un slogan tel que « Dégage ! » lancé lors des soi-disant « printemps arabes » qui ont accouché d'horribles agencements géopolitiques dans les pays concernés et ont même en grande partie fini par activer le phénomène de l'exil collectif pour des milliers de réfugiés. Émis à partir de la « Révolution de jasmin en 2010-11 », qui a abouti au départ du président Zine el-Abidine Ben Ali, le mot d'ordre allait être relayé vers l'Égypte de la Place Tahrir au Caire. Le journal *Libération* ne manquera pas de signaler la globalisation de cette sémiotique contestataire francophone, notamment par le biais des réseaux sociaux :

Un : « Dégage! » simple, efficace, spontané, le verbe français a connu le succès au-delà de la Tunisie francophone, où il est né. Le 14 janvier, devant le ministère de l'Intérieur à Tunis, les pancartes barrées d'un « Ben Ali dégage » sont nombreuses. Des milliers de personnes crient ce « dégage » libérateur. Comme une réponse au dernier discours télévisé du dictateur, la veille, où celui-ci tentait encore de sauver les meubles. Ce recours au français ne surprend pas tellement dans un pays où plus de 60% de la population le parle, au moins un peu. Les Égyptiens - dont l'élite a longtemps étudié le français, mais aujourd'hui plus volontiers anglophones - ont adopté l'injonction, en clin d'œil. « Digage dictator », sur le rideau fermé d'un magasin, au Caire. Le « Dégage » a été décliné en fonction des revendications locales. « Système dégage », en Algérie, « Article 19 dégage » au Maroc (en référence à un article de la Constitution qui met tous



les pouvoirs entre les mains du roi). Dans les pays non-francophones, c'est en arabe que le mot a été clamé, pour réclamer le départ d'Ali Saleh au Yémen ou encore de « Makhlouf » en Syrie, du nom du cousin de Bachar al-Assad, magnat des télécoms et corrompu notoire. Mais c'est encore en Tunisie que l'impératif a eu la carrière la plus dense. Après le départ de Ben Ali, « Dégage » est devenu le mot d'ordre⁴ de toutes les revendications populaires qu'il restait à satisfaire. « Ghannouchi dégage », « RCD dégage » ont ainsi couru manifs et mobilisations en ligne jusqu'à la démission du Premier ministre et de tous les membres de l'ancien parti de Ben Ali restés au pouvoir. Gouverneurs, patrons, dirigeants de tous poils ont connu des frondes « dégage » après le 14 janvier. On se souvient aussi des « Boillon dégage » criés devant l'ambassade de France en Tunisie, à l'adresse de son nouvel occupant, qui s'était montré agressif et arrogant lors de sa première conférence de presse. On a même vu des « Sarko dégage », dans des manifestations en France, des « Lombard dégage » adressés à l'ex-PDG de France Télécom, des « Gbagbo dégage » en Côte-d'Ivoire, etc.⁵

Ce phénomène, comme d'autres qui suivront, outrepassa l'Hexagone ou le fait apparaître comme un espace de mobilité et d'échange symbolique à projection potentiellement globale. Aussi observe-t-on des modalités impromptues et transculturelles de gestion des réseaux et des flux linguistiques et sémiotiques à portée globale bien au-delà de la Métropole dans ce que Dominique Wolton désigne pertinemment de « francosphère » (2006: 73), et qui configurent de subtiles modalités postcoloniales de revendication des périphéries subalternes et minorisées recourant à la langue impériale pour riposter (Spivak, 2006). C'est en effet en français que l'on contestera les exactions de régimes et dirigeants soutenus par la France, tout comme c'est en anglo-américain que l'on s'insurgera contre les politiques néo-impérialistes états-uniennes.

Mais d'autres épiphénomènes associables à la culture politique francophone à portée globale méritent une attention particulière. Comment ne pas s'attarder sur la réponse et résonance globales qui furent données

⁴ On lira avec profit les essais *Manifeste du dégagisme* (2011) et *Dégagisme du manifeste* (2017) du collectif Manifestement, édités par Maelström.

⁵http://www.liberation.fr/planete/2011/04/22/de-degage-a-tahrir-les-emblemes-du-printemps-arabe_730898



au slogan spontané « Je suis Charlie » à la suite de l'attentat dont fut victime l'hebdomadaire satirique français en janvier 2015 ? Et qui devait malheureusement engendrer une série de « Je suis » relayé de façon globale au rythme lugubre scandé de plusieurs autres attentats : Paris (13 novembre 2015), Bruxelles, Nice (14 juillet 2016), *etc.*, et qui se vit symptomatiquement prolongé graphiquement par la très globale mise en berne ou en deuil des profils Facebook de par le monde avec les couleurs du drapeau français justement ?

Rappelons que le numéro suivant post-attentat de *Charlie Hebdo*, caustiquement intitulé « Tout est pardonné » s'est vendu et arraché de façon *globale* sans que les acquéreurs soient véritablement lecteurs, ou qu'ils soient même francophones, la valeur symbolique du numéro et de son message *en français* dépassant largement son intérêt éditorial. La preuve : l'hebdomadaire n'a pas connu les surlendemain chantants que les mouvements solidaires internationaux promettaient.

Ces mobilisations spontanées et impulsives de solidarité à portée globale en français ne sont pas sans lien dans leur *modus faciendi* avec les insurrections ou soulèvements populaires durables alimentés par la communication sur les réseaux sociaux. Ces derniers sont souvent perçus comme des manifestations en réplique de l'esprit et de l'héritage soixante-huitard que d'aucuns sont accusés de vouloir liquider (Ferry, 1988), alors que d'autres s'obstinent à récupérer et à prolonger (Weber, 2008). Christophe Bourseiller insiste même sur l'héritage culturel de Mai 68 dans sa capacité à produire du culturel au-delà de la sphère politique :

Il est de bon ton aujourd'hui de critiquer Mai 68 et d'en instruire le procès. Je refuse d'arpenter ces terres. Mai 68 me semble un évènement important sur le plan culturel. Le séisme qu'il a produit a permis de moderniser la société française. Étudiant les extrêmes gauches, je garde ainsi toujours en vue le binôme constitué par le politique et le culturel (Bourseiller, 2006: 19-20).

Des manifestations et mouvements activistes tels que « Nuit debout » ou encore le militantisme très particulier et pamphlétaire soutenu par des éditeurs radicaux, comme celui du « Comité invisible » illustrent une sorte



d'« exception française » bien remarquée à l'étranger et que le cliché renvoie souvent aux exaspérantes « grèves » ou « à la grogne sociale ». Dans sa virulente diatribe contre la culture médiatique hexagonale actuelle, Pierre Jourde ironise :

Ça c'est de l'information. Dès qu'il y a une manifestation, une grève, un mouvement social, quels que soient ses motifs, les problèmes réels, pêcheurs, enseignants, routiers, c'est une *grogne*. Pas une protestation, une colère, un mécontentement, non, une *grogne*. C'est obligatoire. La France grogne. Ça, c'est de l'information (Jourde, 2011: 39).

Il est même pertinent de remarquer combien cette culture a imprégné d'autres domaines scientifiques, jusque dans la didactique du FLE. Christian Puren n'en appelle-t-il pas, pour sa conception du co-actionnel et co-culturel, à une « culture organisée de la protestation » (Puren, 2014: 34), laquelle implique un vivre ensemble dans la longue durée. Mais il y a mieux : tous ces épiphénomènes font, selon Jourde, l'objet de ce qu'il est dorénavant convenu d'appeler « décryptage » (Jourde, 2011: 33).

Ceci étant, le radicalisme politique de gauche peut ne pas configurer une véritable spécialité ou exception française, comme le souligne Christophe Bourseiller, mais son impact sur la culture politique peut en donner le sentiment, vu d'ailleurs (2006: 55-56). C'est le cas de certaines publications pamphlétaires, à auteur inavoué et dont l'impact sur la culture politique en langue française retentit sur le plan international, comme l'activisme de longue date du Comité invisible et d'autres éditeurs radicaux ou alternatifs, comme les éditions Indigène à Montpellier qui ont publié le fameux pamphlet de Stéphane Hessel, *Indignez-vous !* (2011) - qui connut le succès global que le sait et fut traduit en plusieurs langues à la suite des crises du système financier international et de ses terribles conséquences sociales, notamment dans certains pays du sud européen acquis à la monnaie unique.

Ce texte fait donc suite à une liste de documents socialement contestataires entamée par la publication en 2009 par le Comité invisible, mais attribuée à Julien Coupat, que l'on retrouvera prétendument impliqué



dans l'affaire de Tarnac, de *L'insurrection qui vient*⁶, un texte disponible en PDF sur les réseaux sociaux et traduit en plusieurs langues également. Ce libelle prend pour point de départ les émeutes suburbaines de 2005 qui virent tous les soirs des centaines de voitures flamber et qui finirent par ériger Nicolas Sarkozy en garant d'une certaine idée de l'ordre : « L'incendie de novembre 2005 n'en finit plus de projeter son ombre sur toutes les consciences. Ces premiers feux de joie sont le baptême d'une décennie pleine de promesses. Le conte médiatique des banlieues-contre-la-République, s'il ne manque pas d'efficacité, manque la vérité » (*idem*: 8). Les auteurs (ou plutôt « les scribes de la situation » (*idem*: 12)) y voient une nouvelle et impromptue modalité de mouvement social, puisque « Toute cette série de frappes nocturnes, d'attaques anonymes, de destructions sans phrases a eu le mérite d'ouvrir à son maximum la béance entre *la* politique et *le* politique » (*idem*: 9).

De cette thèse, l'auteur dégage une caractérisation sans appel de nos sociétés contemporaines : « Les luttes créent le langage dans lequel se dit le nouvel ordre. Rien de semblable aujourd'hui. L'Europe est un continent désargenté qui va faire en cachette ses courses chez Lidl et voyage en *low cost* pour encore voyager » (*idem*: 10). Le reste du texte, structuré en « cercles » qui touchent au discours sociologique, mais aussi au programme révolutionnaire, entend expliquer comment mettre politiquement et socialement à profit cette rupture dans un cadre insurrectionnel en se fondant sur un soi-disant ras-le-bol de la population, et ce malgré la pression policière exercée dans le but de rétablir et de faire observer l'ordre et le *statu quo* social à tout prix. Des idées programmatiques génériques « Saboter toute instance de représentation. Généraliser la palabre. Abolir les assemblées générales » (*idem*: 111) ou à caractère pratique sont subtilement préconisées : « (...) toute coordination est superflue là où il y a de la coordination, les organisations sont toujours de trop là où l'on s'organise » (*idem*: 112), « (...) bloquer la production, c'est aussi bien bloquer la circulation » (*idem* : 115).

⁶ <http://liberterre.fr/liberterres/z-pdf-liberterres/Insurrection.pdf>



Ce qui frappe, c'est la circulation globale que connut ce texte de facture française, ce qui explique la portée toute aussi globale du pamphlet qui devait suivre de façon cohérente, à savoir *Gouverner par le chaos. Ingénierie sociale et mondialisation* (2010) paru dans la collection « Essais-Documents » de l'éditeur parisien Max Milo. Cet opuscule part justement de l'affaire de Tarnac (préssumé sabotage du réseau ferré) dont les auteurs ne seraient autres que le Comité invisible associé à *L'insurrection qui vient* (2010: 7). Sa thèse est claire :

Le chaos était l'ennemi de l'ordre. Au XXe siècle, de nouvelles formes de contrôle social sont apparues, que l'on peut rassembler sous le concept d'ingénierie sociale, et dont l'objet est non seulement de déréaliser la sphère publique, comme par le passé, mais en outre de déstructurer intentionnellement le corps social et le psychisme individuel dans les classes populaires. Aujourd'hui, le chaos est l'instrument de l'ordre. Ce nouvel ordre postmoderne, mondialisé, globalisé, résulte dès lors d'une alliance entre le mensonge, plus que jamais au cœur du système, et un certain nombre de techniques de déconstruction programmée des équilibres socioculturels. Le 'pompiers pyromane' est le nom de l'une de ces méthodes (...) » (*idem*: 10).

La cohérence du projet ne fait plus aucun doute :

Oui, nous sommes aussi le Comité invisible, et oui, nous continuons à penser et à écrire pour dire qu'il y a « un ordre à faire tomber ». *Détruire pour régner*, telle est la devise de ce Nouvel Ordre mondial fondé sur le chaos et qu'il nous faut renverser. *Détruire ceux qui détruisent pour régner* relève donc à ce stade de la simple légitime défense (*idem*: 11).

Les auteurs (invisibles) de l'opuscule alertent contre ce qu'ils désignent d'« ingénierie politique » mise en œuvre par le système dans le sens de prévenir le chaos et de sauvegarder le *statu quo* social :

La politique comme ingénierie sociale consiste alors à bâtir et entretenir un système inégalitaire où les uns voient sans être vus, et où les autres sont vus sans voir. Le but de la manœuvre est de prendre le contrôle



du système de perception d'autrui sans être soi-même perçu, puis d'y produire des effets en réécrivant les relations de cause à effet de sorte qu'autrui se trompe quand il essaie de les remonter pour comprendre sa situation présente (*idem* :18).

Sept ans après *L'insurrection qui vient*, le même « Comité invisible » publie, en octobre 2014, *À nos amis*, un nouveau manifeste politique et poétique sur la révolution de nos jours. Les propositions en disent long sur le programme de contestation de modalités d'assoupissement des consciences dans l'actualité : « 1. Qu'il n'y a pas de 'révolutions Facebook', mais une nouvelle science de gouvernement, la cybernétique. 2. Guerre au smarts ! 3. Misère de la cybernétique. 4. Techniques contre technologie » (2014: 101). À nouveau, ce texte connut une réception, certes moins retentissante à l'étranger, mais il témoigne encore d'une certaine exception française dans la culture et le discours politique global.

C'est dire combien les expressions de résistance et de radicalité politique intègrent à leur façon une *francosphère* globale qu'il s'agit d'explorer d'autant plus qu'elles convoquent une lecture transculturelle impliquant des réseaux linguistiques et sémiotiques à portée globale relayés en langue française. Ceci illustre aussi une imprévisible résilience, voire réémergence du français dans le contexte global, bien au-delà du folklore ou des sèmes produits par l'industrie cosmétique et de luxe. Preuve que la *francosphère* s'insinue bien plus que l'on ne veut bien le reconnaître sur la scène globale.

Bibliographie

AAVV. (2010). *Gouverner par le chaos. Ingénierie sociale et mondialisation*. Paris: Max Milo.

AAVV. (2014). *À nos amis*. Paris: La Fabrique.

ANDERSON, Perry (2005). *La pensée tiède. Un regard critique sur la culture française*. Paris: Seuil.

BAETENS, Jan (2003). « Les 'études culturelles', encore une exception française? », *Les études littéraires francophones : état des lieux*,



études rassemblées par Lieven D'hulst et Jean-Marc Moura. Lille: Travaux du Conseil Scientifique de l'Université Charles-de-Gaulle-Lille 3, pp. 39-47.

BOURSEILLER, Christophe (2006). *Extrêmes-gauches : La Tentation de la réforme*. Paris: Textuel.

CUCHE, Denys (2010). *La notion de culture dans les sciences sociales*. Paris: La Découverte.

FERRY, Alain & RENAULT, Alain (1988). *La pensée 68*. Paris: Gallimard.

HESSEL, Stéphane (2011 [2010]). *Indignez-vous !*, Montpellier : Indigènes.

IRIBARNE, d' Philippe (1998). *Culture et mondialisation. Gérer par-delà les frontières*. Paris: Seuil.

JOURDE, Pierre (2011). *C'est la culture qu'on assassine*. Paris: Balland.

LÜSEBRINK, Hans-Jürgen (2003). « Transferts culturels et histoire des médias : un défi pour les études francophones », *Les études littéraires francophones : état des lieux*, études rassemblées par Lieven D'hulst et Jean-Marc Moura. Lille: Travaux du Conseil Scientifique de l'Université Charles-de-Gaulle-Lille 3, pp. 63-76.

MANIFESTEMENT (2011). *Manifeste du dédagisme* (2011). Bruxelles : Maelström.

MANIFESTEMENT (2017). *Dédagisme du manifeste* (2017). Bruxelles: Maelström.

PUREN, Christian (2014). « La compétence culturelle et ses différentes composantes dans la mise en œuvre de la perspective actionnelle. Une nouvelle problématique didactique », *Intercâmbio*, n° 7, pp. 21-38.

SPIVAK, Gayatri Chakravorty (2006). *Les Subalternes peuvent-ils parler ?*. Paris: Amsterdam.

WEBER, Henri (2008 [1988, 1998]). *Faut-il liquider Mai 68 ?*. Paris: Seuil.

WOLTON, Dominique (2006). *Demain la francophonie*. Paris: Flammarion.



Sitiographie

http://www.liberation.fr/planete/2011/04/22/de-degage-a-tahrir-les-emblemes-du-printemps-arabe_730898 [Consulté le 07 septembre 2017].

<http://liberterre.fr/liberterres/z-pdf-liberterres/Insurrection.pdf>
[Consulté le 07 septembre 2017].